

Santé mentale, handicap, psychiatrie: les grands oubliés du confinement

Sorties limitées, arrêts des activités, centres de jour fermés... L'épreuve du confinement est particulièrement ardue pour les personnes souffrant de troubles ou de handicaps mentaux. Dans les structures spécialisées, le personnel se bat, avec des moyens souvent réduits, pour contenir l'anxiété ambiante.

Certains responsables du secteur demandent des dérogations de sortie pour les personnes souffrant de troubles mentaux ou des aides pour les familles qui ont repris leur enfant à maison. Car plus la crise dure et plus les risques augmentent. - D.R.



Par Cécile Danjou
Le 30/03/2020 à 17:39

Il y a ceux qui soupirent en apprenant la prolongation attendue des mesures de confinement. Et puis il y a ceux pour qui la chape de plomb qui pèse déjà sur leurs épaules s'alourdit un peu plus. Comment va-t-on tenir sur le long terme ? C'est la grande question que se posent aujourd'hui beaucoup d'acteurs des secteurs de la santé mentale, de la psychiatrie ou encore du handicap, qui doivent composer avec un public loin d'être taillé pour respecter et comprendre le principe du lockdown. Allez expliquer à un enfant autiste qu'il n'est plus question qu'il mette les pieds dans son magasin préféré, à un adulte trisomique que les serrages de main avec les voisins, c'est fini, à un adolescent lourdement handicapé qu'il ne verra plus sa famille pour un certain nombre de semaines... Quatre ? Huit ? Ça, on ne se sait pas encore.

Et pourtant, la vie continue. Alors, dans les structures spécialisées, on s'adapte, on se débrouille, on trouve des solutions. Parfois dans la douleur, mais le plus souvent dans la bonne humeur. « On se sent oublié de tout le monde. Mais entre nous, il y a une belle collaboration et je pense que c'est pour ça qu'on tient ! » De toute façon,

Evelyne Carlier n'est pas vraiment du genre à baisser les bras. Elle est éducatrice depuis 23 ans. Autant d'années passées au sein des centres bruxellois Farra, qui accueillent des adultes présentant un handicap mental sévère ou profond.

Depuis le début du confinement, la structure a été réorganisée. Les deux centres de jour ne reçoivent plus de « bénéficiaires ». Seul le centre d'hébergement, avec ses 22 résidents, tourne encore à plein régime, mais en vase clos. Les contacts avec l'extérieur sont quasi inexistants. Même le livreur de repas ne passe plus la porte, il laisse les plats devant l'entrée. Les sorties et activités à l'extérieur du centre ont été supprimées. « Et dès qu'un membre du personnel tousse deux fois, même pour un bête rhume, il est écarté tout de suite ». Car la grande crainte, ici, c'est évidemment que le virus s'invite dans les lieux. « On fait tout pour éviter que ça rentre. Mais on est trois équipes, certains prennent les transports en commun. Si ça arrive, ça sera par nous », redoute Evelyne.

L'impossible « distance sociale »

Le risque : des contaminations en cascade. Car si les règles d'hygiène sont strictes dans les locaux, faire respecter la fameuse distance sociale relève de l'utopie. « C'est impossible avec eux ! On doit faire les nursings, par exemple, on donne la douche, on lave les dents, etc. Et puis ils sont toujours en demande, ils sont habitués à venir vers nous. »

Dans le centre de psychiatrie infantile CPI-N Les Goélands, situé au cœur du village wallon de Spy, on ne peut pas non plus faire fi des besoins humains des enfants et adolescents hébergés. « Les jeunes qui parlent peuvent dire "On fait bisou de loin". Mais on a aussi de grands autistes qui ont l'habitude de venir se coller près du visage, qui ont souvent beaucoup de salive sur les mains. Il y a beaucoup de nettoyage, beaucoup de suivi, mais ils ne comprendraient pas si on commençait à mettre des combinaisons pour venir travailler », explique Gérard Denis, directeur du centre, qui héberge actuellement onze jeunes. « On a prévu d'isoler une partie d'une de nos maisons au cas où on aurait des malades. »

LIRE AUSSI

Evolution de la propagation du coronavirus: le pic en vue en Belgique (infographies) (<https://plus.lesoir.be/291004/article/2020-03-30/evolution-de-la-propagation-du-coronavirus-le-pic-en-vue-en-belgique>)

Dans les centres Farra, la direction a également mis en place des mesures pour anticiper au maximum l'arrivée d'un cas. « On prend la température trois fois par jour à chacun et s'ils toussent ou ont le nez qui coule, ils sont isolés », détaille Annick Segers, la directrice de la structure. Deux chambres ont été aménagées pour un éventuel cas ou les suspicions. Depuis trois jours, elles sont occupées. « Les deux patients sont enfermés jour et nuit et un même éducateur s'en occupe par demi-journée. Il rentre avec une blouse, des gants et un masque. Puis on ferme la chambre à clé, ce qu'on ne fait jamais d'habitude, sinon ils risquent de ressortir ».

Une situation acceptée mais qui a fait grimper d'un cran la tension dans l'équipe. « On voyait sur leur visage qu'ils ne comprenaient pas pourquoi ils restaient enfermés dans leur chambre. On leur explique, mais ce n'est pas possible pour eux de comprendre », soupire Evelyne. La solution, elle existe pourtant. « Il faudrait faire des tests ! », tempête Annick Segers. « Alors, on pourrait savoir s'ils sont atteints ou pas. On va probablement en avoir, mais pour 100 euros l'unité ». Notre interlocutrice dénonce aussi un manque de blouses, de gants, de masques. « On en a péniblement trouvé nous-mêmes. Je viens de recevoir 100 masques chirurgicaux, sinon je n'avais rien. J'ai négocié pour des gants et du gel. » Une pénurie qui touche, sans surprise, tous les centres que nous avons contactés.

Le téléphone, outil clé des centres de jour

Un point un peu moins problématique pour les centres de jour. Et pour cause, ces derniers ont stoppé accueil des patients, activités de groupe et consultations. Les inquiétudes n'en sont pas moins grandes. Car les personnes suivies dans ces structures se retrouvent confinées chez elles, parfois complètement seules. Certaines s'adaptent, d'autres pas du tout.

C'est ce qui préoccupe Christine (1), psychologue dans une structure qui prend en charge des adultes avec des troubles anxieux ou psychotiques. Son nouvel outil de travail : le téléphone. Comme beaucoup de thérapeutes, elle appelle régulièrement ses patients. « Déjà en temps normal, le peu de contacts qu'ils ont, c'est le centre. Ne plus venir, c'est donc compliqué. Certains sont très anxieux, ils prennent plus de médicaments pour dormir, ils restent au lit ».

LIRE AUSSI

Coronavirus: une deuxième vague arrive, face à des médecins mal protégés
(<https://plus.lesoir.be/290865/article/2020-03-29/coronavirus-une-deuxieme-vague-arrive-face-des-medecins-mal-proteges>)

Inquiétudes partagées par Ann Bryssinck, psychiatre et directrice médicale du centre Le Méridien, à Bruxelles. « Les patients qui d'habitude sont dans un équilibre relatif avec leur centre de jour, leur rendez-vous chez le psychiatre, l'assistante sociale, les bonjours à la voisine, etc., tout leur petit monde est bloqué. Certains ne sortent plus du tout, se mettent à ruminer et peuvent entrer dans des schémas d'insécurité, de vécu de menace, voire de persécution ».

Ils risquent aussi d'alimenter des idées suicidaires ou de « décompenser », c'est-à-dire faire des crises. « Pour les personnes paranoïaques, ce type de contexte n'aide pas, évidemment. Même chose pour ceux qui souffrent de dépendance. Globalement, il y a toute une tranche de la population qui est de facto mise en danger », déplore Christine. « Ce qui est plus inquiétant encore, c'est la combinaison entre problèmes sociaux et problèmes de santé mentale. Car les inégalités qui préexistaient sont exacerbées », ajoute Yahyâ Hachem Samii, le président de la Ligue bruxelloise francophone pour la santé mentale.

La défaveur du temps

Face à ce constat, certains centres allongent les plages de permanence téléphonique, mettent en place des vidéoconférences, publient des animations et vidéos sur internet. La balle est aussi renvoyée aux politiques, peu bavards sur le sujet, même si les choses bougent, très lentement. La semaine dernière, des enveloppes financières ont été débloquées pour le secteur en Wallonie et à Bruxelles. Des distributions de masques sont également prévues. Mais certains demandent des dérogations de sortie pour les personnes souffrant de troubles mentaux ou des aides pour les familles qui ont repris leur enfant à maison. Car tout le monde est d'accord : plus la crise dure et plus les risques augmentent. « Et quand elle sera passée, des personnes qui ont encaissé vont craquer. Rien n'est anticipé pour l'instant. Or, on sait que cette vague qui va arriver après, elle sera pour nous ! », prévient Yahyâ Hachem Samii.

(1) Prénoms d'emprunt.

Des unités de psychiatrie confinées... dans le confinement

C.Da.

La plupart des services psychiatriques continuent d'accueillir des patients.

Au CHR de la Citadelle, à Liège, les 53 places habituelles restent disponibles, de même que le service d'urgence psychiatrique. Les visites à domicile ont été renforcées. « Normalement, on peut aller jusqu'à trente visites par mois, aujourd'hui, on peut dépasser ce nombre car on a mis des psychiatres en plus sur ce créneau », indique le docteur Valassopoulou, chef de l'unité.

Dans d'autres hôpitaux, on va encore plus loin, avec la mise en place d'une unité spécifique pour les patients « psychiatriques » atteints du Covid-19. « Ici, elle sera composée de huit lits et ne sera accessible que pour nos patients qui seraient infectés et qui pourront alors être isolés », insiste Charles Kornreich, le responsable du service psychiatrie du CHU Brugmann.

Une démarche similaire a été entreprise aux cliniques universitaires Saint-Luc. Le service vient d'être divisé en deux, avec une partie qui pourra servir au traitement d'un patient psychiatrique infecté par le Covid-19. « C'est tout un effort d'organisation. Nous avons eu une réflexion au niveau de la clinique pour voir si on ne pouvait pas mettre ces patients dans une unité normale, avec les autres personnes infectées. Mais certains sont un peu agités, ils sont difficiles à gérer, il y a un risque qu'ils sortent de l'unité et viennent contaminer d'autres lieux. Là, le patient pourra recevoir des soins adéquats sur le plan psychiatrique », assure le docteur Philippe de Timary, chef du service de psychiatrie adulte aux cliniques.

«Il fait des crises de panique tous les jours, ça devient ingérable»

Mis en ligne le 30/03/2020 à 16:40

Par C.Da.

De nombreuses familles sont aujourd'hui confinées avec une personne autiste ou souffrant de troubles psychiatriques. Sans aide extérieure ni répit, leur quotidien prend parfois une tournure cauchemardesque, quinze jours à peine après le début du confinement.





Privés de la routine du centre où ils vivent en temps normal, de nombreux autistes ou personnes souffrant de troubles psychiatriques « pètent les plombs ». - D.R.

Vendredi 13 mars, le téléphone sonne chez Cinzia et Flavio Tolfo. Un coup de fil attendu autant que redouté. Au bout de la ligne, le centre qui héberge leur fils, autiste, du lundi au vendredi annonce qu'il met en place les mesures de confinement et qu'ils doivent choisir : garder leur enfant à la maison ou le laisser dans son centre durant la période de confinement, sans possibilité de le voir. « Nous savions que ça allait arriver. Connaissant l'attachement de Giuliano pour la famille, on s'est dit que ça serait beaucoup trop dur qu'il reste au centre », confie cette mère de trois enfants.

Un dilemme, parfois déchirant, auquel ont dû faire face de nombreuses familles. Fatiha Abarkan n'a pas vraiment eu le choix. D'habitude, sa fille Nisrine, 24 ans, passe ses journées dans un centre de jour. Celui-ci a stoppé ses activités. Après deux semaines avec sa fille à la maison 24 h sur 24, Fatiha doit l'admettre, c'est difficile. « Elle a un handicap mental et ne comprend pas ce qui se passe, elle veut aller dehors, elle veut aller au centre, elle a besoin d'espace », raconte cette infirmière bruxelloise.

Giuliano aussi a dû tirer un trait sur ses activités favorites. Comme la visite des concessionnaires automobiles, le samedi. « Lorsqu'ils ont annoncé la fermeture des magasins non essentiels, ça été la cata, on a eu beaucoup de crises ! », se souvient Cinzia. « Pour une personne autiste, les habitudes, les structures, les rituels sont très importants ». Chez Fatiha aussi, les crises sont plus nombreuses. « Elle est de plus en plus irritable, elle s'exaspère, elle crie, elle se mord. » Des moments douloureux rythmés par de nouvelles activités, de nouveaux repères.

Giuliano, comme Nisrine, ne manquerait pour rien au monde le rendez-vous de 20 h chaque soir. « On est à la fenêtre pour applaudir. On peut voir les voisins. Ce n'est pas grand-chose, une minute ou deux, mais pour lui, c'est devenu un rituel important », sourit Cinzia.

La détresse des mamans solo

Mais recréer un équilibre n'est pas si facile, et dans certains logements, le quotidien est en train de se transformer un cauchemar. Danielle (1) ne sait plus combien de « très » placer devant l'adjectif difficile pour décrire sa situation. Cette mère est seule, installée dans la campagne flamande avec son fils de 35 ans souffrant de troubles psychiatriques. D'habitude, il sort, voit du monde, va nager. « Le confinement, c'est horrible pour lui... et pour moi par la même occasion », décrit notre interlocutrice, pour qui la situation devient ingérable. « Il fait des crises de panique tous les jours, alors qu'il n'en fait jamais d'habitude. Parfois, c'est infernal, il a des peurs paranoïaques, il guette le moindre signe du virus, il va appeler des médecins toutes les cinq minutes. J'ai peur que tous ses progrès soient détruits par quelques semaines de confinement ». Cette maman en veut aux politiques, mais aussi au corps médical. « Je n'arrive même pas à avoir son psychologue au téléphone. Or, c'est la seule personne qui arrive à le rassurer. »

Un cri de détresse qui n'étonne pas Cinzia, responsable de l'association Inforautisme et en contact avec de nombreux parents via les réseaux sociaux. « Dans le confinement, le gros problème, ce sont les mamans en solo. Ce sont des crises, des cris, des pleurs. L'une d'elle m'a confié qu'elle marchait 15 kilomètres par jour dans le parc parce qu'elle ne sait pas tenir son enfant à la maison ».

De tels témoignages sont aussi recueillis dans les centres spécialisés, qui gardent des contacts téléphoniques réguliers avec les familles. Certains n'excluent même plus le retour de patients en hébergement, même durant le confinement. « Moi, je dis non pour l'instant, pour des raisons d'hygiène. Mais ces parents vont lâcher et j'ai vraiment très peur qu'on retrouve en première page des journaux des mamans qui ont mis fin à leurs jours. Elles se font taper, tirer les cheveux. Parfois, c'est très lourd, c'est trop dur », reconnaît péniblement Annick Segers, la directrice des centres Farra.

(1) Prénom d'emprunt.



COMMENTAIRES

Contribution *

Signature *

LBFSM

Quelques règles de bonne conduite avant de réagir (<http://plus.lesoir.be/services/charte>)

Poster